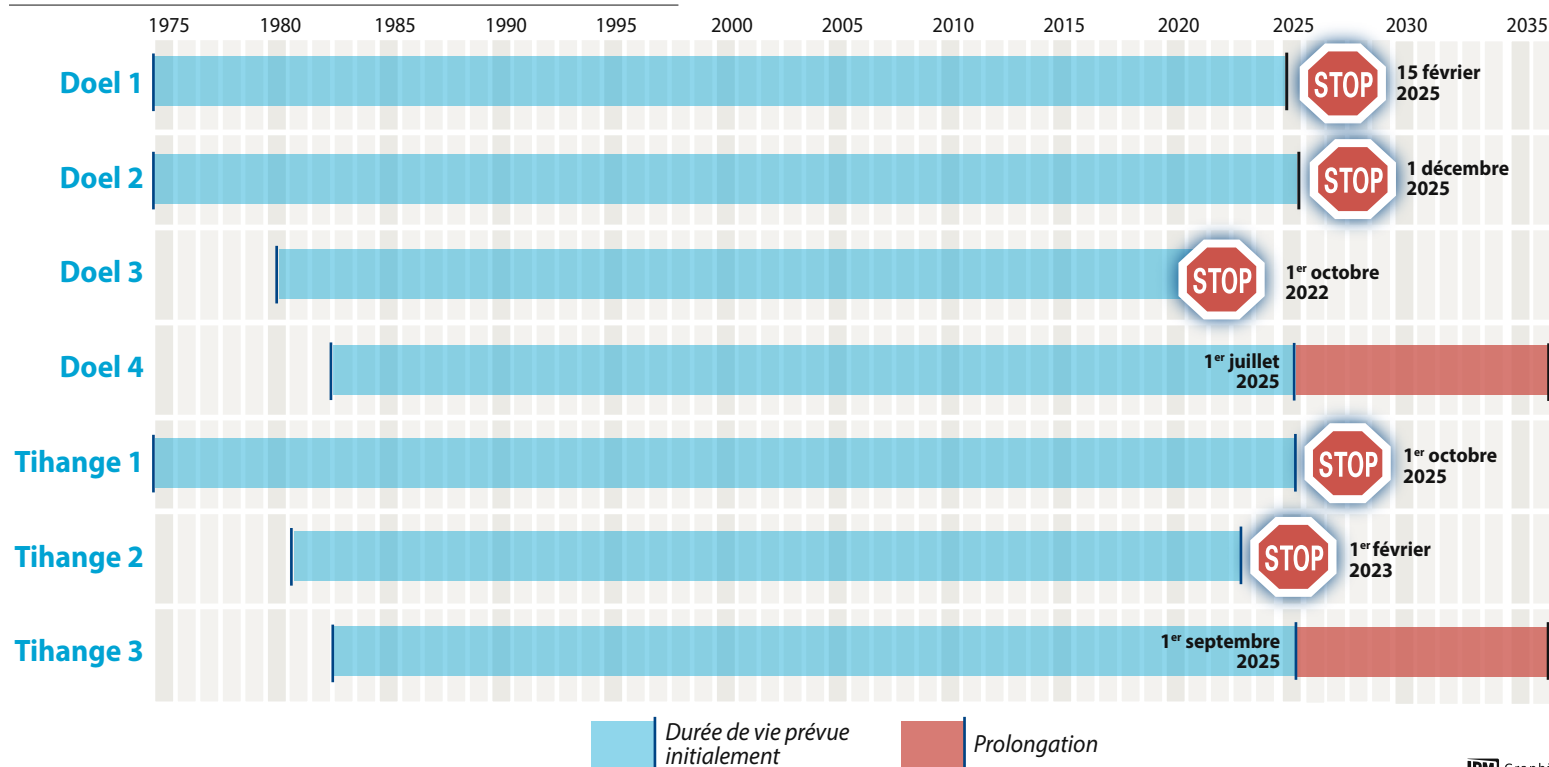


LE CALENDRIER DE SORTIE DU NUCLÉAIRE DE LA BELGIQUE



NON Pour des raisons techniques et économiques. Prolonger impliquerait des investissements démesurés pour satisfaire les exigences de sécurité

L'opinion d'Élodie Belleflamme
Chargée de campagne en transition
énergétique chez Greenpeace Belgique

Faut-il prolonger les réacteurs nucléaires fermés en Belgique? La réponse est non. Et elle l'est depuis longtemps. Entre 2022 et 2025, la Belgique a définitivement arrêté Doel 3, Tihange 2, Doel 1, Doel 2 et finalement Tihange 1. Ces fermetures ne sont ni idéologiques ni improvisées. Elles découlent d'un constat technique et économique partagé: les réacteurs les plus anciens ne peuvent pas être prolongés.

Prolonger un réacteur arrêté ne consiste pas à appuyer sur un interrupteur. Une prolongation impliquerait des investissements démesurés pour satisfaire aux exigences de sûreté, sans même avoir de certitude qu'ils suffisent. Même pour le seul réacteur qui pourrait encore théoriquement faire l'objet de discussion, Tihange 1, il n'y a plus aucune ambiguïté. Son directeur, Antoine Assice, l'a affirmé clairement, "la prolongation n'est pas envisageable".

Respect strict des normes de sécurité

Ces exigences de sécurité ne sont pas accessibles. Depuis toujours, partisans et opposants s'accordent au moins sur un point: tout réacteur en activité doit respecter strictement les normes de sécurité, fixées de manière indépendante par l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN), en conformité avec les règles européennes. Il est donc inacceptable de les remettre en question. Le gouvernement Arizonas'y est bien essayé mais la réponse de l'AFCN fut sans détour: si les normes belges sont parfois plus exigeantes que chez les voisins, c'est

parce que nos réacteurs sont situés dans des ports ou à proximité d'aéroports, et près de grandes agglomérations densément peuplées.

Reste alors l'autre piste explorée par l'Arizona: le chèque en blanc. Car en matière nucléaire, la prudence budgétaire du gouvernement semble soudain s'effacer. La stratégie qui semble se dessiner est préoccupante: faire pression sur Engie en agitant la menace d'une facture de démantèlement plus élevée, pour ensuite proposer que l'État en assume tout ou partie en échange de nouvelles prolongations. Mais ne nous faisons pas d'illusions: ce type de manœuvre ne pénaliserait pas l'opérateur. Au final, c'est bien le budget public, donc les contribuables, qui payerait la facture.

Les acteurs du secteur énergétique de Belgique sont unanimes: la priorité est la mise en œuvre d'une véritable stratégie énergétique belge, capable d'assurer la sécurité d'approvisionnement et de maîtriser les prix. Pour y parvenir, il est essentiel de prendre, rapidement, des mesures politiques pour couvrir le besoin en électricité dans les années à venir. Selon Elia, ce sont près de 4 400 MW de capacité qui seront nécessaires à l'horizon 2030-2035. Ce besoin peut être couvert par des solutions réalistes et d'ores et déjà à notre

disposition. Le développement de nouvelles capacités renouvelables, le renforcement des interconnexions, la flexibilité de la demande et le stockage par batterie peuvent avoir un impact cumulé proche de 5 000 MW.

Mais notre gouvernement refuse de prendre ce chemin. Il fait même marche arrière en la matière. Sans aucune justification crédible, le ministre retarde notamment la mise en œuvre de l'éolien en mer. Ce retard, estimé à au moins cinq ans, aura un coût significatif. Selon la coalition PATHS2050, associant VITO/EnergyVille et plusieurs partenaires industriels et énergétiques, ce retard entraînera une hausse temporaire de la facture d'électricité de 4 à 7 %, soit environ 400 millions d'euros supplémentaires d'ici 2030 pour les ménages et les entreprises.

Nous devons donc mettre un terme à ce faux débat. Les vieux réacteurs ne reviendront pas, et Tihange 1 ne sauvera ni notre sécurité ni notre facture. Pendant que les risques géopolitiques frappent à nos portes et menacent l'approvisionnement énergétique, chaque mois perdu à doter notre pays d'une véritable stratégie affaiblit la Belgique. Il est temps d'avancer sur les vraies solutions.

"Le gouvernement fait pression sur Engie en agitant la menace d'une facture de démantèlement plus élevée, pour ensuite proposer que l'État en assume tout ou partie en échange de nouvelles prolongations. Le contribuable payerait la facture."



Élodie Belleflamme